



Numéro PPQ/6888

mardi 22 juillet 2014

## **Les grands titres:**

- Le HCR lance un appel de fonds révisé de 210 millions de dollars pour l'aide aux réfugiés centrafricains
- En visite en Israël et en Palestine, Ban appelle à la fin de la violence et la reprise du dialogue
- L'UNICEF appelle à renforcer la lutte contre les mutilations génitales féminines, l'excision et les mariages précoces
- Iraq : le Conseil de sécurité préoccupé par la situation des minorités dans la ville de Mossoul
- Somalie : l'OMS et l'UNICEF préoccupés par la découverte de nouveaux cas de polio
- La quantité d'aide humanitaire transportée par avion par le PAM a été multipliée par 50 en 2014

## **Le HCR lance un appel de fonds révisé de 210 millions de dollars pour l'aide aux réfugiés centrafricains**



**22 juillet** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires ont appelé mardi les bailleurs de fonds à contribuer davantage pour faire face à l'afflux continu et à la détérioration de la condition des réfugiés centrafricains.

En collaboration avec 16 autres agences humanitaires, le HCR a lancé mardi un Plan régional révisé pour l'aide aux réfugiés centrafricains. L'appel de fonds s'élève à 210 millions de dollars pour venir en aide aux réfugiés arrivant en nombre croissant dans quatre pays hôtes – le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo et le Congo –

jusqu'à la fin 2014.

Ce nouvel appel de fonds est inférieur à celui qui avait été publié en avril et qui s'élevait à 274 millions de dollars. En effet, les prévisions sur les arrivées de réfugiés ont été revues à la baisse en RDC et les rapatriés au Tchad sont désormais exclus, contrairement au premier appel de fonds. Toutefois, les besoins ont augmenté au Cameroun, où arrive la majorité des réfugiés. Dans le plan régional révisé, la somme demandée pour les réfugiés centrafricains au Cameroun s'élève à 111 millions de dollars, soit presque le double de la somme initialement recherchée. Moins d'un tiers du Plan régional révisé est actuellement financé.

Plus de 357.000 personnes ont fui la République centrafricaine vers les quatre pays hôtes depuis l'éruption de la crise en décembre 2012. Ce nombre comprend quelque 160.000 personnes ayant quitté la République centrafricaine après l'intensification des combats entre l'alliance séléka et la milice anti-balaka en décembre 2013. Parmi les personnes ayant fui ces sept derniers mois – en majorité des musulmans – 118.000 d'entre elles se trouvent au Cameroun, 17.500 autres au Tchad, plus de 15.000 en RDC et 9000 au Congo.

Le plan révisé comporte des mesures renforcées pour aider les nouveaux arrivants, y compris la réception, l'enregistrement et leur transfert depuis la zone frontalière vers des sites de réfugiés, et la fourniture de services essentiels comme la nourriture, les soins de santé, l'abri, la planification de site, la distribution d'eau et les installations d'assainissement. Des mesures urgentes sont également nécessaires pour aider les réfugiés vivant hors des sites officiels, ainsi que leurs communautés d'accueil.

« Les nouveaux réfugiés montrent des signes de la violence brutale qu'ils ont fuie en RCA. Ils ont marché pendant des



semaines dans la forêt avec très peu à manger ou à boire. En avril et mai, jusqu'à 40% de tous les nouveaux réfugiés, les enfants comme les adultes, souffraient de malnutrition », a déclaré le porte-parole du HCR, Babar Baloch, lors d'une conférence de presse à Genève. « Nous craignons que, pour certains enfants, il soit déjà trop tard. »

Le porte-parole a souligné que les taux de malnutrition sont particulièrement élevés chez les nouveaux arrivants au Cameroun, où « plus de 60% des réfugiés sont des femmes et des enfants, avec un nombre élevé d'enfants non accompagnés. »

Il demeure urgent de transférer les réfugiés hors des zones en proie à l'insécurité ainsi que des localités difficiles d'accès. Il faut également établir plusieurs sites de réfugiés pour assurer leur sécurité. Le début de la saison des pluies soulève des préoccupations quant aux sérieuses lacunes en termes de logement, de distribution d'eau, d'installations d'assainissement et pour l'hygiène.

Malgré les besoins croissants, la crise des réfugiés centrafricains demeure l'une des situations d'urgence les plus mal financées.

« Le manque de financement entrave notre capacité à fournir une aide vitale pour la survie des réfugiés, et l'aide aux communautés d'accueil est encore moins envisageable », a souligné le porte-parole.

## En visite en Israël et en Palestine, Ban appelle à la fin de la violence et la reprise du dialogue



**22 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, a appelé mardi les Israéliens et Palestiniens à cesser les combats qui ont fait rage depuis deux semaines et de renouer avec le dialogue afin de résoudre les causes sous-jacentes du conflit et éviter des nouveaux affrontements.

« Mon message aux Israéliens et aux Palestiniens est le même : arrêtez les combats. Commencez à parler. Et attaquons-nous aux causes profondes du conflit, pour ne pas nous retrouver dans la même situation dans six mois ou un an », a déclaré le Secrétaire général

lors d'une conférence de presse à Tel Aviv suite à une réunion avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Nous devons aborder les problèmes sous-jacents – notamment la reconnaissance mutuelle, l'occupation, le désespoir et la négation de la dignité – afin que les gens ne ressentent pas le besoin de recourir à la violence pour exprimer leurs griefs », a-t-il ajouté.

M. Ban, qui actuellement en mission dans la région, est arrivée en Israël de l'Egypte, où il a rencontré plus tôt aujourd'hui le Président égyptien Abdel Fattah Al Sissi, qu'il a remercié pour ses efforts visant à établir un cessez-le feu à Gaza. M. Ban s'est également rendu au Qatar et au Koweït et il se rendra ensuite en Jordanie et en Arabie saoudite.

« La position des Nations Unies est claire : Nous condamnons fermement les attaques à la roquette. Ceux-ci doivent cesser immédiatement », a déclaré M. Ban. « Nous condamnons l'utilisation de sites civils - écoles, hôpitaux et autres installations civiles - à des fins militaires ».

Lors de sa rencontre avec M. Netanyahu, M. Ban a réitéré son appel pour un cessez le feu immédiat et inconditionnel et souligné la nécessité de remédier à la situation humanitaire catastrophique à Gaza.

M. Ban s'est rendu à Ramallah, en Cisjordanie, où il a informé le Conseil de sécurité, qui tient un débat public sur la situation au Moyen-Orient. Il a dit à la réunion par visioconférence que les parties doivent tenir compte de l'appel du Conseil à reprendre les négociations afin de trouver une fin au conflit par une solution de deux États viables.

« En tant que communauté internationale, nous devons assumer la responsabilité de l'échec à faire avancer une solution politique du conflit israélo-palestinien » a affirmé le chef de l'ONU. « Nous ne pouvons pas revenir au statu quo - une préoccupation que Palestiniens et Israéliens partagent ».

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la violence a fait plus de 500 morts, dont la grande majorité sont des civils palestiniens. Les combats ont également déplacé plus de 100.000 personnes, soit plus de 5% de la population de Gaza - qui cherchent refuge auprès de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

« Il n'y a pas d'endroit sûr pour les civils », a déclaré le porte-parole de l'OCHA, Jens Laerke, lors d'une conférence de presse à Genève. En plus des victimes, près de 500 maisons ont été complètement détruits ou gravement endommagés par des frappes aériennes israéliennes, a-t-il ajouté.

## L'UNICEF appelle à renforcer la lutte contre les mutilations génitales féminines, l'excision et les mariages précoces



**22 juillet** - Des données publiées mardi par Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) montrent que si la prévalence des mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E) et du mariage précoce a légèrement diminué au cours des trois dernières décennies, une intensification considérable des efforts menés actuellement est nécessaire pour compenser la croissance démographique des pays où ces pratiques sont très répandues.

« Les MGF/E et le mariage précoce causent aux filles un tort grave et irréparable, en les privant de leur droit de faire leurs propres choix et de réaliser leur plein potentiel. Ils sont néfastes pour elles, mais aussi pour leurs familles et la société dans son ensemble. Les filles ne sont pas une marchandise et ont le droit de prendre en main leur destin, et il va de l'intérêt de tous qu'elles puissent le faire », a déclaré Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF, dans un communiqué de presse.

Plus de 130 millions de filles et de femmes ont subi une forme de MGF/E dans les 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient où ces pratiques néfastes sont courantes. Au-delà de la souffrance physique et psychologique, elles peuvent conduire à des hémorragies prolongées, des infections, la stérilité, voire à la mort.

Le mariage précoce, qui s'accompagne pour ses victimes de son lot de préjudices et de privations toute leur vie durant, est encore plus répandu. Dans le monde entier, on estime actuellement à plus de 700 millions le nombre de femmes mariées pendant leur enfance. Plus d'un tiers d'entre elles (soit quelque 250 millions) l'ont été avant l'âge de 15 ans. Les filles mariées avant l'âge de 18 ans risquent davantage d'être déscolarisées et de subir des violences domestiques. Les adolescentes sont plus exposées à des complications lors de la grossesse et de l'accouchement que les femmes âgées de 20 à 30 ans. Elles ont plus de risques de mettre au monde des enfants mort-nés ou qui décèdent au cours de leurs premiers mois d'existence.

En moyenne, une adolescente court aujourd'hui environ un tiers de moins de risques qu'il y a 30 ans de subir des MGF/E. Au Kenya et en Tanzanie, le taux de prévalence a baissé de deux tiers sur la même période, grâce à la législation ainsi qu'à des actions communautaires. En République centrafricaine, en Iraq, au Libéria et au Nigéria, ce taux a été divisé par deux. Les attitudes évoluent également, comme le montrent des données récentes, indiquant que la majorité de la population des pays qui pratiquent les MGF y est opposée, mais continue de les imposer à leurs filles en raison d'une forte pression sociale.

Cependant, sans des efforts soutenus et renforcés de l'ensemble de la société, des centaines de millions de filles subiront à leur tour un préjudice grave, permanent et totalement injustifié.

Si ces pratiques sont en recul depuis trois décennies, le nombre de filles mariées pendant leur enfance pourrait, lui, rester stable (à plus de 700 millions) jusqu'en 2050, du fait de la croissance démographique. Dans le même temps, jusqu'à 63 millions de filles risquent de subir des MGF/E.

Une baisse deux fois supérieure de ce taux porterait le nombre de femmes mariées dans leur enfance à 570 millions en 2030 et 450 millions en 2050. Le nombre de filles et de femmes victimes de MGF/E (plus de 130 millions) demeurerait quant à lui à son niveau actuel.

« Ces chiffres nous alertent sur la nécessité d'intensifier nos efforts, car il ne faut pas oublier qu'ils représentent des personnes bien réelles. S'il s'agit d'enjeux mondiaux, les solutions doivent être élaborées à l'échelle locale par les communautés, les familles et les filles elles-mêmes pour faire évoluer les mentalités, et briser l'engrenage des MGF/E et du

mariage précoce. Ces chiffres stupéfiants n'ont rien d'une fatalité, ils sont bien au contraire un appel à l'action », a souligné M. Lake.

## Iraq : le Conseil de sécurité préoccupé par la situation des minorités dans la ville de Mossoul



**22 juillet** - Les membres du Conseil de sécurité ont exprimé lundi soir leur préoccupation concernant la situation dans la ville de Mossoul en Iraq où les minorités religieuses et ethniques sont menacés par le groupe armé l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL), qui a lancé un ultimatum aux chrétiens de soit quitter la ville, soit payer un impôt spécial, soit convertir à l'islam, ou faire face à une exécution imminente.

Les membres du Conseil de sécurité ont également exprimé leur inquiétude concernant la situation précaire de tous ceux qui s'opposent idéologie extrémiste de l'EIIL, qui sont menacés d'enlèvement, de meurtre, de confiscation de leurs biens. À Mossoul les maisons de certains membres des minorités confessionnelles ont été marqués.

« Les membres du Conseil de sécurité regrettent que, au cours des dernières semaines, les communautés minoritaires qui ont vécu ensemble pendant des centaines d'années à Mossoul et dans la province de Ninive ont été directement ciblés, attaqués et persécutés par l'EIIL et les groupes armés associés. Des dizaines de milliers de membres de ces minorités ethniques et religieuses ont été déplacés ou contraints de fuir, tandis que d'autres ont été enlevés et exécutés », ont-ils indiqué dans une déclaration à la presse.

« Les membres du Conseil de sécurité condamnent dans les termes les plus forts la persécution systématique des individus issus des minorités et de ceux qui refusent d'accepter l'idéologie extrémiste de l'EIIL et les groupes armés associés en Iraq », ont-ils ajouté.

Les 15 membres du Conseil ont rappelé que le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité au niveau international, et que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quelle que soit leur motivation. Ils ont également réaffirmé que le terrorisme ne peut pas et ne doit pas être associé à une religion, nationalité ou civilisation.

Les attaques systématiques ou généralisées contre des populations civiles en raison de leur origine ethnique, leurs croyances religieuses ou opinions peuvent constituer un crime contre l'humanité, dont les auteurs doivent être tenus responsables. Tous les groupes armés, y compris l'EIIL et les groupes armés associés, doivent respecter le droit international humanitaire et protéger les civils vivant dans les zones qu'ils contrôlent, ont souligné les membres du Conseil.

## Somalie : l'OMS et l'UNICEF préoccupés par la découverte de nouveaux cas de polio



Un vaccin contre la polio. Photo OMS

**22 juillet** - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont prévenu mardi que malgré les campagnes de vaccination, quatre nouveaux cas de poliomyélite ont été détectés en Somalie cette année, ce qui ramène le nombre total à 189 depuis le début de l'épidémie en mai 2013.

Les deux agences onusiennes ont rappelé que le nombre de personnes affectées, dont la majorité sont des enfants, continuera d'augmenter tant que l'ensemble des enfants ne seront pas vaccinés.

L'OMS et l'UNICEF ont émis cette mise en garde lors du lancement de la dernière campagne de vaccination dans la région de Puntland dans le nord-est de la Somalie, où l'ensemble des cas ont été détectés. Aucune des personnes infectées étaient vaccinés.

« La réponse à l'épidémie de poliomyélite est l'une des plus grandes priorités de l'ONU et de la communauté humanitaire », a déclaré le Coordinateur humanitaire de l'ONU en Somalie, Philippe Lazzarini. « Nous devons continuer de soutenir les

autorités sanitaires pour réaliser l'objectif d'éradiquer la poliomyélite en Somalie ».

En mai 2013, le premier cas de poliomyélite a été détecté dans la capitale Mogadiscio et selon les estimations de l'ONU plus d'un demi-million d'enfants âgés de moins de cinq ans qui vivent dans des zones inaccessibles n'ont pas été vaccinés.

« Des progrès considérables ont été réalisés pour arrêter la transmission de la polio en Somalie, notamment grâce au soutien de l'OMS et de l'UNICEF, mais nous devons redoubler d'effort pour éradiquer la maladie dans le pays », a souligné le Représentant de l'OMS en Somalie, Ghulam Popal, qui se trouve actuellement dans la Galkayo dans le cadre de la campagne de vaccination.

Depuis le début de l'épidémie en mai 2013, plus d'un million et demi d'enfants âgés de moins de cinq ans ont été vaccinés ainsi que 5,5 millions d'individus âgés de plus de cinq ans, dont des adultes qui vivent dans des zones accessibles.

« C'est tragique que tant d'enfants ont été paralysés par ce virus alors que le vaccin est disponible », a souligné le Représentant de l'UNICEF, Sikander Khan. « La poliomyélite est une maladie très infectieuse et tous les enfants qui n'ont pas été vaccinés risquent la paralysie ou la mort ».

La poliomyélite se transmet par l'eau ou les aliments contaminés par les matières fécales humaines. L'assainissement est donc important pour empêcher la transmission. Il n'y a pas de cure pour la maladie, et le vaccin est le seul moyen sûr et efficace de se protéger. Chaque enfant doit être vacciné à plusieurs reprises pour être protégé à vie.

## La quantité d'aide humanitaire transportée par avion par le PAM a été multipliée par 50 en 2014



Avec l'aide logistique du PAM, la FAO parachutait des semences au Soudan du Sud. Photo PAM/George Fominyen

**22 juillet** - Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé mardi que la quantité de nourriture et d'équipements d'urgence transportés par avion durant la première moitié de l'année, pour faire face aux besoins dus aux conflits dans le monde, a multiplié par plus de 50.

Plus de 90% des équipements ont été livrés en République centrafricaine, au Soudan du Sud et en Syrie, où les conflits ont déplacé des millions de personnes et isolé des communautés. L'insécurité, l'accès humanitaire limité et les pluies rendent souvent impossible le transport de nourriture et d'autres équipements par bateau ou par camions.

De janvier à juin 2014, l'aviation du PAM a livré 7.600 tonnes de nourriture ainsi que 1.189 tonnes de matériel de secours pour le PAM et d'autres organisations humanitaires dans 21 pays. La quantité totale de 8.789 tonnes est plus de 56 fois supérieure à celle transportée par voie aérienne au cours du premier semestre 2013 où 156 tonnes avaient été livrées.

« Faire face à des situations d'urgence simultanément dans trois pays - la République centrafricaine, le Soudan du Sud et la Syrie - requiert toute notre expertise dans des zones difficiles et témoigne de notre capacité à augmenter et déployer rapidement notre réponse logistique pour apporter des vivres d'urgence aux personnes qui en ont désespérément besoin » a déclaré le Directeur de l'aviation du PAM, Cesar Arroyo, lors d'une conférence de presse à Genève.

Sur les 8.789 tonnes de fret, la plus grande partie - 53% - a été transportée au Sud-Soudan, 22% en République centrafricaine et 16% en Syrie.

L'aviation du PAM a également commencé à parachuter de la nourriture d'urgence dans des zones inaccessibles du Sud Soudan en mars 2014 ; au total 236 parachutages ont permis d'assister 300.000 personnes jusqu'à juin.

Lorsque les avions peuvent atterrir en toute sécurité le matériel humanitaire est déchargé directement au sol, y compris les équipements fragiles comme les médicaments, alors que les parachutages interviennent en l'absence d'installations adéquates pour atterrir.

L'aviation du PAM a dû surmonter une pénurie de ressources aériennes et des coûts drastiques sur le marché de l'affrètement

durant les urgences, ainsi que des obstacles bureaucratiques et un manque d'infrastructures et d'aéroports dans de nombreux pays.

Un financement opportun et souple est essentiel pour permettre au PAM de pré-positionner des vivres par une autre voie que celle des airs, en particulier dans les zones à fort risque de catastrophes naturelles, ou lorsque la saison des pluies rend les communautés et les villes inaccessibles.

Mais, en raison des risques de sécurité significatifs, de l'accès humanitaire limité dû aux routes bloquées, du manque d'infrastructures, ainsi que du pillage des stocks alimentaires, l'aviation du PAM est parfois le seul moyen efficace d'atteindre les personnes dans le besoin en cas d'urgence.